

POLITIQUE DE CONFIDENTIALITE

DISPOSITIF D'ALERTE D'AIR FRANCE

Version du 13 Juillet 2023

1. IDENTITE ET COORDONNEES DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT :

Conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, notamment les dispositions de la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement UE 2016/679 dit « RGPD »), Air France (ci-après, l' « **Entité** »), responsable du traitement, dont le siège social est situé 45, rue de Paris, 95 747 Roissy CDG cedex vous informe que les informations recueillies dans **le cadre du dispositif d'alerte** (ci-après, le « **Dispositif** ») **du Groupe Air France KLM** (ci-après, le « **Groupe** ») font l'objet d'un traitement de données à caractère personnel.

Le Dispositif a pour objectif de recueillir et traiter les alertes professionnelles signalant toute violation des lois et réglementations applicables ou, plus généralement, toute situation contraire aux valeurs et aux règles internes du Groupe.

Le Dispositif est accessible via le site internet suivant : <https://integrity.airfranceklm.com/>.

2. DONNEES COLLECTEES

Les catégories de données personnelles qui sont collectées dans le cadre de ce Dispositif sont les suivantes :

- Informations relatives à l'identité de l'émetteur d'alerte : nom, prénom, pays de résidence, fonction occupée, adresse professionnelle, adresse personnelle, numéro de téléphone, courrier électronique ;
- Informations relatives à la personne faisant l'objet de l'alerte : nom, prénom, fonction occupée, coordonnées professionnelles ;
- Le cas échéant, les informations relatives aux personnes figurant dans l'alerte en tant que témoins ou victimes des pratiques ou des faits signalés : nom, prénom, fonction occupée, coordonnées professionnelles ;
- Informations relatives aux faits signalés : le dispositif propose une zone de texte libre pour effectuer le signalement. Les données à caractère personnel que vous saisissez dans cette zone sont également susceptibles de faire l'objet d'un traitement de données et il est possible que des données sensibles soient recueillies ;
- Informations recueillies dans le cadre de la vérification des faits signalés ;
- Informations relatives aux comptes rendus des opérations de vérification ;

- Informations relatives aux suites données à l'alerte ;
- Informations relatives aux personnes intervenant dans le recueil ou dans le traitement des alertes : nom, prénom, fonction occupée, coordonnées professionnelles, données liées au « workflow » des signalements, journaux de connexion à la plateforme.

3. FINALITES DU TRAITEMENT

Ces données sont collectées et traitées afin de recueillir et traiter les alertes ou les signalements visant à révéler un manquement à une règle spécifique. Il peut s'agir tant de manquements à des règles d'origine légale ou réglementaire, à des manquements éthiques, ou des manquements aux politiques internes du Groupe.

4. BASE LEGALE DU TRAITEMENT

La base légale du traitement est, selon l'alerte :

- Le respect, par l'Entité, d'une obligation légale lui incombant, et imposant la mise en œuvre d'un dispositif d'alertes professionnelles, ou
- La réalisation des intérêts légitimes poursuivis par l'Entité.

5. DUREE DE CONSERVATION DES DONNEES :

L'Entité ne conserve les données personnelles des membres du Dispositif que pour le temps nécessaire à l'accomplissement des finalités poursuivies, conformément aux recommandations en vigueur.

- Lorsque les données sont relatives à une alerte considérée par l'Entité comme n'entrant pas dans le champ du Dispositif, ces données sont détruites sans délai, ou anonymisées ;
- Lorsqu'aucune suite n'est donnée à une alerte rentrant dans le champ du Dispositif, les données relatives à cette alerte sont détruites ou anonymisées dans un délai de deux (2) mois à compter de la clôture des opérations de vérification ;
- Lorsqu'une procédure disciplinaire ou contentieuse est engagée à la suite du traitement de l'alerte émise, les données relatives à cette alerte sont conservées jusqu'au terme de la procédure.

6. DESTINATAIRES DES DONNEES :

Les données collectées par l'Entité dans le cadre du Dispositif ne seront accessibles qu'à l'Entité et ses personnels habilités. Certaines données sont également susceptibles d'être partagées avec les entités du Groupe afin de permettre, au cas par cas, la vérification et/ou le traitement d'une alerte reçue. Plus particulièrement pour ce dispositif, les entités du Groupe incluent :

- Air France - KLM, société anonyme, dont le siège social est situé 7 rue du Cirque – 75008 Paris,
- Air France, société anonyme, dont le siège social est situé 45, rue de Paris - 95747 Roissy CDG Cedex,
- Koninklijke Luchtvaart Maatschappij NV (opérant également sous le nom de KLM Royal Dutch Airlines ou KLM) dont le siège social est situé à Amsterdamseweg 55, 1182 GP Amstelveen, Pays-Bas.

- HOP, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé Aéroport Nantes Atlantique – 44340 Bouguenais,
- Transavia, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 7 avenue de l'Union – 94310 Orly, et
- BlueLink, société anonyme, dont le siège social est situé 74 avenue Vladimir Illitch Lenine – 94110 Arcueil.

L'Entité est également susceptible de communiquer des données afin de répondre à des demandes légales ou réglementaires, des décisions de justice, assignations ou procédures juridiques, si le respect de la réglementation en vigueur l'exige.

En aucun cas l'Entité ne vend ni ne loue vos données personnelles à des tiers pour leurs propres activités.

7. TRANSFERT DE DONNEES HORS UE :

Les données collectées dans le cadre du Dispositif sont traitées au sein de l'Union Européenne.

Dans les cas où des transferts de données à caractère personnel en dehors de l'Union Européenne auraient lieu, l'Entité s'engage à ce que le destinataire soit situé dans un pays bénéficiant d'une décision d'adéquation de la Commission Européenne ou que des mesures soient mises en place afin de garantir que les données transférées bénéficient d'une protection adéquate, conformément aux dispositions prévues par le RGPD.

8. DROITS DES PERSONNES :

Conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, vous disposez d'un droit (a) d'accès, (b) de rectification, (c) d'effacement, (d) de limitation du traitement des données ainsi que (e) d'un droit à la portabilité des données et (f) d'opposition.

Par ailleurs, vous disposez du droit de définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données à caractère personnel post mortem (g).

a) Le droit d'accès

Vous avez le droit de demander la confirmation que l'Entité traite des données à caractère personnel vous concernant et, dans ce cas, d'en recevoir une copie.

b) Le droit de rectification

Vous avez le droit de demander la rectification de vos données à caractère personnel si vous constatez qu'elles sont inexactes.

c) Le droit à l'effacement

Vous avez le droit de demander l'effacement de vos données à caractère personnel. Ce droit ne peut être exercé que dans certains cas, lorsque l'un des motifs prévus à l'article 17 du RGPD s'applique. Il peut s'agir par exemple de données à caractère personnel qui ne seraient plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles nous les avons collectées ou qui auraient fait l'objet d'un traitement illicite.

Si vous exercez ce droit et si l'un des motifs est applicable à sa demande, nous procédons à l'effacement de vos données à caractère personnel dans les meilleurs délais.

d) Le droit à la limitation du traitement des données

Vous avez le droit d'obtenir la limitation du traitement de vos données à caractère personnel. Cela signifie que nous marquons ces données, si nous les conservons effectivement, en vue de suspendre temporairement leur traitement. Ce droit peut être exercé pour les motifs prévus à l'article 18 du RGPD. Ce droit ne donne pas lieu à leur effacement et nous sommes tenus de vous informer avant que la limitation du traitement correspondant ne soit levée.

e) Le droit à la portabilité des données

Vous avez le droit de demander la fourniture des données à caractère personnel que vous nous avez directement communiqué dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, si leur traitement est automatisé et fondé sur la collecte de votre consentement. Ce droit ne s'applique pas pour les autres bases légales de traitement. Le cas échéant et lorsque cela est techniquement possible, vous avez également la possibilité de demander directement le transfert de ces données à un autre responsable de traitement.

f) Le droit d'opposition

Vous avez le droit de vous opposer au traitement de vos données à caractère personnel lorsque le traitement a pour base légale l'intérêt légitime de l'Entité.
En revanche, ce droit d'opposition ne peut être exercé pour les traitements nécessairement au respect de ses obligations légales par l'Entité.

g) Le droit de décider du sort de vos données personnelles après votre mort

Vous avez le droit d'organiser le sort de vos données personnelles post-mortem par l'adoption de directives générales ou particulières. L'Entité s'engage à respecter ces directives.

9. MODALITES D'EXERCICE DES DROITS :

Lorsque vous souhaitez faire valoir vos droits, il vous suffit d'envoyer une demande au Département Protection des données de l'Entité :

AIR FRANCE
Délégué à la Protection des Données/Data Protection Officer - ST.AJ IL
45, rue de Paris 95747 Roissy CDG Cedex
France
Adresse e-mail : mail.data.protection@airfrance.fr

Afin de traiter au mieux votre demande, nous vous prions de bien vouloir accompagner votre demande des éléments nécessaires à votre identification (nom, prénom, e-mail) ainsi que toute autre information nécessaire à la confirmation de votre identité. En cas de doute sur l'identité du demandeur, une pièce d'identité pourra vous être demandé.

Les demandes sont traitées dans les meilleurs délais et en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la réception de votre demande. Au besoin, ce délai pourra être prolongé de deux mois,

compte tenu de la complexité et du nombre de demandes qui nous sont adressées. Dans ce cas, vous serez informé de cette prolongation et des motifs du report.

Si, après avoir contacté l'Entité et malgré ses efforts, vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) en France (3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07 ou <https://www.cnil.fr>) ou de toute autre autorité de protection des données compétente.

10. SECURITE DES DONNEES

La confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel étant au cœur des préoccupations de l'Entité, des mesures de sécurité techniques et organisationnelles sont mises en place afin de préserver leur sécurité et, notamment, empêcher toute destruction, perte, altération, divulgation, intrusion ou accès non autorisé à ces données, de manière accidentelle ou illicite.

L'Entité met en place de telles mesures techniques et organisationnelles afin de s'assurer que les données personnelles sont conservées de façon sécurisée et ce, pendant la durée nécessaire à l'exercice des finalités poursuivies, conformément au droit applicable.

Conformément à la réglementation applicable, en cas d'atteinte avérée aux données personnelles susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes concernées, l'Entité s'engage à communiquer cette violation à l'autorité de contrôle compétente et, lorsque cela est exigé par ladite réglementation, aux personnes concernées.

11. MISE A JOUR DE LA POLITIQUE

L'Entité se réserve le droit de modifier ou mettre à jour la présente politique de confidentialité.

Tout changement ou mise à jour sera effectif(ve) immédiatement dès qu'il (elle) sera publié(e) sur le site internet du Dispositif.

12. DROIT APPLICABLE

La présente politique de confidentialité est soumise au droit français, sauf dispositions impératives prévues par le droit de tout autre pays dans lequel résiderait la personne concernée par le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre du Dispositif.